

Mega Info

Hebdomadaire togolais
N° 134

d'analyse et de promotion de projets de développement
Lundi, 26 septembre 2022

250 FCFA

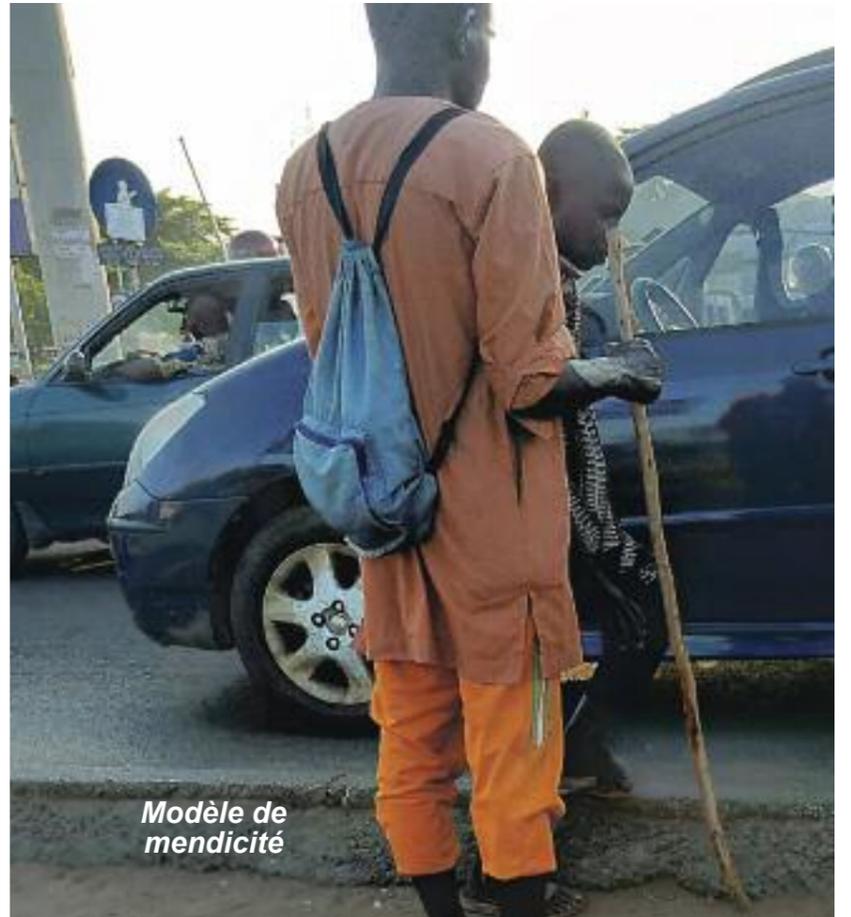
La route au premier plan
du développement



DE QUEL MINISTÈRE DÉPENDENT LES MENDIANTS AU TOGO ?

Lomé s'avilit par un phénomène apparemment importé

P.3



Modèle de mendicité

77^{ÈME} SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU ET LE RÉQUISITOIRE DE ROBERT DUSSEY P.4 - 7

Un sentiment de ras-le-bol

RENTRÉE SCOLAIRE 2022-2023 P.3

Avec ou sans bavettes ?



Lycée de Pangouda (Kéran)

EN MATCH AMICAL

Les éperviers échouent face aux éléphants de côte d'ivoire

P.2

EN MATCH AMICAL

Les éperviers échouent face aux éléphants de côte d'ivoire

Les Eperviers du Togo et les Eléphants se sont opposés samedi en match amical à Rouen en France. La rencontre entre dans le cadre des journées FIFA du mois de septembre. Les ivoiriens ont été plus forts que les togolais, remportant la partie par 2 buts contre 1. Les Eléphants de la Côte d'Ivoire avaient pris le match à leur compte dès le coup d'envoi. Wilfried Zaha va galvauder la première occasion ivoirienne à la 9e minute.

A la 15e, les Eperviers répliquent par l'entremise de Laba Kodjo Fodoh lancé en profondeur. Mais l'attaquant va louper l'ouverture du score face à Badra Ali Sangaré, le portier ivoirien.

Les éléphants seront plus incisifs durant la suite du match avec plusieurs occasions

créées. Mais Seko Fofana, Wilfried Zaha ou encore Kanga Wilfried ont tous échoué face au portier togolais, Ouro-Gneni Wassiou jusqu'à la pause. En seconde période, les joueurs plus entreprenants vont réussir à trouver la faille dans le jeu togolais. Seko Fofana va ouvrir le score à la 60e minute.

Galvanisés par ce but, les éléphants ont continué à profiter de leur temps fort. Ainsi à la 67e minute, Wilfried Zaha a réussi à déposer Romao Alaixys qui trainait son pied dans la surface de réparation. L'arbitre siffle un penalty transformé par Franck Kessié pour le 2 buts à 0.

A la 85e, les togolais vont sauver l'honneur grâce à Karime Dermene qui a envoyé une lourde frappe dans les filets du



Les Eperviers du Togo lors d'une rencontre au stade de Kégué

goal ivoirien.

Le 27 septembre, les Eperviers vont jouer au Maroc contre le

Zlang Nacional de la Guinée-Equatoriale. Le Togo prépare ainsi la reprise des élimina-

toires de la CAN 2023.

Source :

togobreakingnews.info

Fiscalité : lancement de la 2e édition du concours sur le civisme fiscal

La deuxième édition du concours médiatique sur le civisme fiscal a été lancée ce mercredi 21 septembre par le ministre de la communication et des médias, Prof Akodah Ayéwouadan, au siège de l'Office Togolais des Recettes (OTR).



Les officiels lors du lancement du concours

Initiative portée par l'OTR en collaboration avec l'Observatoire Togolais des Médias (OTM), ce concours a pour but de contribuer à travers les productions médiatiques à la sensibilisation sur le civisme fiscal. Il vise au delà à valoriser le travail des journalistes dans la mise en œuvre des réformes

orientées vers le consentement volontaire à l'impôt.

Pour le ministre en charge des médias togolais, il s'agit d'une louable initiative qui contribue au changement des mentalités. Pour lui, s'appuyer sur la communication afin d'amener les populations à consentir volontairement à l'impôt est légitime.

Aussi, a-t-il félicité l'alliage OTR-OTM dans cette vision commune.

Phillipe Kokou Tchodié, Commissaire général par intérim de l'Office pour sa part a célébré un projet qui porte des fruits, n'en témoigne les différents rendements positifs de l'institution. Il a part ailleurs témoigner

sa reconnaissance au Chef de l'Etat et au gouvernement pour les grandes réformes entreprises, qui favorisent une nette amélioration du climat des affaires, gage d'un efficient recouvrement des recettes publiques.

Cette année le concours porte sur les productions médiatiques publiées dans des organes de presse officiellement reconnus par la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), entre le 1er janvier et le 30 novembre 2022.

Deux thèmes sont proposés par l'organisation, notamment " Impôts et développement local" et " Action douanière et compétitivité de l'économie".

A travers le premier thème, a expliqué Fabrice Patom Dariworé PETCHEZI, Président de OTM, il s'agit de mettre en lumière les grands défis fiscaux liés à la décentralisation mise

en œuvre depuis trois ans par notre pays.

C'est à juste titre que le représentant de la Faîtière des Communes du Togo (FCT) également présent au lancement du concours s'est réjoui d'un thème qui non seulement va ouvrir les yeux aux administrés, mais les amener à s'approprier le fait que c'est à travers la contribution fiscale de tous que les grands projets de développement pourront être aisément financés.

La participation au concours est gratuite. La télévision, la radio, la presse écrite et celle en ligne sont concernées. Les dépôts de candidature de sont au siège de l'Observatoire.

A l'issue des examinations par un jury indépendant mis en place, deux prix par catégorie seront décernés. Un prix spécial sera également décerné à une radio communautaire ou rural de l'intérieur du pays.

Source : liberalatogo.info



“

Ensemble, contribuons au maintien de la qualité du réseau routier, en payant nos droits d'usage aux postes de péage

”

DE QUEL MINISTÈRE DÉPENDENT LES MENDIANTS AU TOGO ?

Lomé s'avilit par un phénomène apparemment importé

La pratique de la mendicité devient de plus en plus courante dans les rues et autres endroits privilégiés de la capitale togolaise. Le phénomène touche plusieurs cadres publics à l'instar des entrées d'églises et mosquée, des carrefours à feux tricolores, des devantures de microfinances et institutions bancaires, ainsi que celles des super marchés et stations de service. La ville de Lomé est visiblement envahie par un phénomène social jadis inexistant au Togo. Des personnes de tout sexe et de tout âge, dans les lieux publics et ou privés, demandent ouvertement de l'aide, sous la forme de charité, comme de l'argent, de la nourriture ou autres objets de grande ou petite valeur. S'agissant des carrefours à feux tricolores, les mendiants en font pratiquement des lieux de résidence et se présentent aux usagers de la route lorsque le feu rouge s'allume. Le pratique, bien que déshonorante et non indiquée prend de l'ampleur avec des enfants de cinq ans qui mettent mal à l'aise de par leur principe de mendicité. Les carrefours de GTA, de Sépérépé, de Limousine, de cap Assiyéyé, de Décon etc., battent le record en termes de présence de mendiants et des

actes que ces derniers posent. Le phénomène devient inquiétant dans la mesure où des enfants mineurs et bien portant passent toute la journée à guider des non voyants vers les

sitif, l'autorité peut l'interdire en créant des asiles pour personnes âgées et ou non voyant d'une part, et de l'autre, pour les enfants de la rue. L'Etat peut récupérer ces enfants



Un cas de mendicité à Lomé

usagers de la route afin d'obtenir de l'aide. Le danger réside dans le fait que les enfants qui guident des personnes âgées ou non voyant au quotidien pour solliciter de l'aide, se forment dans cette pratique honteuse qui ne relève pas de la culture togolaise. Le phénomène n'étant pas po-

dans des centres d'accueil en vue de leur offrir une éducation qui, à la logue, fera d'eux des personnes conscientes et capables de se prendre en charge et de servir la société dont ils sont issus. Cela améliorerait l'image de la capitale et autres villes où la mendicité prend déjà corps notamment



Mme Adjovi Lolonyo Apédoh-Anakoma, ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation

Sokodé, Kara, Dapaong etc. En évoquant cette problématique, nous émettons le vœu que le ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation prenne des initiatives afin de combattre le phénomène qui crée et augmente des cas sociaux. Mme Adjovi Lolonyo Apédoh-Anakoma pourrait déposer un projet de loi sur cette situation qui risque de créer plus des êtres de la rue que des domiciles. Les enfants qui passent leur temps partout où bon leur semble pour survivre à partir de la mendicité, s'accoutument à la pratique et forment progressivement un autre type de société, constituant ainsi un poids additionnel grave

et inopportun. La pratique devient complexe ces derniers jours à Lomé où on observe des personnes avec des ordonnances à l'entrée des banques et des super marchés pour solliciter de l'aide, des fois avec insistance. Certains tiennent des chapelets au vue de donner l'impression d'être de bonne foi. Pour assainir au mieux l'environnement, il serait nécessaire de commencer par identifier ces personnes quel que soit leur âge, afin d'étudier les cas en rapport avec leur famille d'origine. Le phénomène est si vilain et mérite un combat pour rendre les acteurs sociables.

Uriel Egnang

Rentrée scolaire 2022-2023 : avec ou sans bavettes ?

Les élèves reprennent le chemin de l'école ce lundi 26 septembre 2022 au Togo, après une vacance de deux mois environs. A la suite de la rentrée pédagogique effectuée par les enseignants le 16 septembre dernier, le monde scolaire reprend entièrement les activités avec pour point de chute 09 mois. A la lecture des dispositions prises pour un bon démarrage des cours, on note un effort continu consenti par le gouvernement et ses partenaires comme par le passé. Les plus récentes dispositions sont relatives à la précision fournie sur les coûts des manuels scolaires et la mesure présidentielle prise pour équiper les établissements en documents de lecture. Au paravent, le Prof, Komla Dodzi Kokoroko, ministre des enseignements primaire, secondaires, technique et de

l'artisanat, avait déjà annoncé plusieurs dispositions réglementaires et pédagogiques au nombre desquelles l'interdiction de cotisations parallèles arbitraires.

Cependant, aucune information relative à la covid-19 n'est disponible pour situer les apprenants, leurs parents, ainsi que les enseignants et tous les acteurs impliqués dans le système de l'éducation. Même si rien n'est encore dit sur la prorogation ou non de l'état d'urgence sanitaire, les Togo-lais ont besoin des précisions du genre pour apporter leur contribution au succès de l'année scolaire sans risque de contamination à la covid-19 étant donné que l'école est l'un des cadres créateur de publics et donc de contacts. Plusieurs maladies contagieuses sont susceptibles de transmission dans le monde de



Activité scolaire dans la Kéran

l'éducation lorsqu'on considère les chiffres pléthoriques contenus dans certains établissements où le problème de places se pose et où les apprenants sont obligés de s'asseoir

parfois trois par banc. La rentrée scolaire 2022-2023 est effective ce jour. Puissent le ministre de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins et son col-

lègue des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat, prendre les dispositions nécessaires au profit de tous.

Uriel Egnang

77ÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU ET LE RÉQUISITOIRE DE ROBERT DUSSEY

Un sentiment de ras-le-bol



La 77ème session de l'assemblée générale des nations unies s'est tenue à New York le 23 septembre 2022 avec la participation du Togo, pays membre de cette grande orga-

nisation planétaire. A cette rencontre, le chef de l'Etat togolais a été représenté par le prof. Robert Dussey, ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais

de l'extérieur. Le discours prononcé par le diplomate togolais devant l'assemblée générale est en grande partie un réquisitoire avec cumule des accusations et des observations

vis-à-vis des grandes puissances et entre les pays africains. Avant son réquisitoire, le ministre Dussey a présenté les efforts du Togo face aux multiples défis notamment sécuritaire, environnemental, sanitaire, économique, sociale etc.

Sur les relations entre l'Afrique et les grandes puissances, des voix s'élèvent de plus en plus pour exprimer leur agacement, leur exaspération, leur irritation et leur dégoût. Les Africains ne se trouvent pas encore bénéficiaire des relations qu'ils entretiennent avec les grandes puissances qui n'ont besoin du continent noir qu'au ressentiment du besoin.

Pour le Togo, l'Afrique ne veut plus s'aligner sur les grandes puissances quelles qu'elles soient. Le pays de Faure Gnassingbé estime que le rôle assigné à l'Afrique en ce 21ème siècle est évocateur de l'image qu'ont encore certaines puissances de notre continent : leur zone d'influence. L'Afrique n'a pratiquement aucun impact sur l'ordre mondial actuel alors qu'elle subit très drastiquement les conséquences des perturbations de la société internationale. Elle ne revêt un intérêt aux yeux de certaines puissances que lorsqu'elles se retrouvent en difficulté.

A la tribune des nations unies, le Togo a laissé entendre qu'il faut se préoccuper de la place que l'Afrique occupe sur la scène du monde étant donné qu'à ce jour, ce continent attractif n'occupe pas la place qu'il devrait tenir sur la scène internationale.

« Pour de nombreuses puissances, le continent africain n'a pas de rôle à jouer en tant qu'acteur "majeur" au sens kantien du terme sur la scène internationale. Elles pensent habiter le même monde alors que le monde a profondément changé. Quand les Nations Unies ont été créées en 1945, hormis le Libéria et l'Ethiopie, les pays d'Afrique n'étaient pas encore indépendants. Après 77 ans, c'est le même système international qui perdure du fait de la volonté des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité à savoir la Chine, les Etats-Unis, la Russie, la France et le Royaume Uni.

Bien que le projet d'intégration africaine soit toujours en chantier, un consensus s'était depuis dégagé entre les Etats

africains au niveau de l'Union africaine rappelé lors de cette 77ème session par le président Maky Sall, président du Sénégal et président de l'Union Africaine sur la nécessité pour le continent d'obtenir deux places de représentants permanents au sein du Conseil de sécurité, en plus des deux places de membres non permanents réservées aux Etats africains. Malgré ce consensus général des quasi 54 Etats membres, les réticences de certains membres du "P5" à voir l'Afrique occupée cette place ne font aucun doute. La voix de l'Afrique ne semble malheureusement pas être entendue, car certains ne veulent tout simplement pas que l'Afrique soit un continent fort.

Les grandes puissances veulent réduire l'Afrique à une entité purement instrumentale au service de leurs causes et ne veulent visiblement pas que le continent puisse jouer un rôle important, voire un des rôles principaux dans le monde. Ils s'efforcent le plus souvent à amener les africains à adhérer à leur "narratif" et, in fine, les africains servent utilement à soutenir un camp contre un autre. Quand il s'agit de voter une résolution au Conseil de Sécurité, nous sommes activement sollicités d'un côté comme de l'autre.

L'Afrique est alors très courtisée, voire même mise sous pression par certains de ses pays partenaires. Ces états d'esprits et agissements qui relèvent d'une autre époque s'expriment dans un contexte historique où l'Afrique a pris conscience de sa responsabilité propre et parle de plus en plus d'une seule et même voix. Les fractures de l'époque coloniale entre une Afrique dite francophone, lusophone, arabophone et anglophone se sont amenuisées, tout comme les idéologies post-guerre froides qui ont dominé toute la deuxième partie du XXe siècle. Aujourd'hui l'Afrique veut être elle-même, elle est "Africano-phone" si vous le permettez.

L'Afrique actuelle n'est plus celle des années 1945, encore moins des années 1960. Nous avons aujourd'hui en Afrique une multitude de nouveaux partenaires qui font partie intégrante de la nouvelle géopoliti-

MIEUX GÉRER LE TRANSIT DES MARCHANDISES

Le Bénin et le Togo lance un système interconnecté

Le Togo et le Bénin ont désormais en commun un système interconnecté de gestion des marchandises en transit (SIGMAT). Le fonctionnement de ce système est lancé depuis le mardi 13 septembre aux frontières juxtaposées Sanvee-Condji et Hila-Condji. Une

régionales de transit. Au-delà de nos deux pays, cet acte en bilatéral contribue au renforcement de l'intégration sous-régionale et à la compétitivité économique des Etats membres de l'espace économique », a expliqué le colonel Atta-KakraEssien.

mettra de faire le suivi électronique des marchandises depuis le bureau des douanes de départ jusqu'au bureau de destination. Ceci, en passant par les différents bureaux frontaliers sur la base de messages et d'informations échangés entre les différents systèmes de dédouanement des pays concernés.

C'est un système qui sera également bénéfique aux opérateurs économiques, dans le sens où il permet la réduction

des contrôles sur les routes et facilite la prise de Décisions anticipées sur les opérations douanières.

Quant aux organisations internationales, ce système permet l'accès aux données statistiques et le renforcement de l'efficacité des mesures prises dans l'espace communautaire. La conception SIGMAT est rendue possible grâce à la volonté de la CEDEAO avec l'appui de ses partenaires technique et financier. Son adoption a eu lieu à l'issue de la réunion des directeurs généraux des douanes de l'espace CEDEAO tenue à Abidjan le 22 mars 2019 comme standard de mise en œuvre de système d'interconnexion entre les douanes des pays membres.

La rédaction



cérémonie coprésidée par Atta-Kakra Essien, commissaire des douanes et droits indirects de l'Office Togolais des Recettes, et Alain Hinkati, directeur général des douanes du Bénin.

Le projet s'inscrit dans le cadre de la gestion du transit routier inter Etats dans l'espace de la CEDEAO. Il vient contribuer à l'inter connectivité des systèmes douaniers, pour la sécurité et la fructification des échanges.

«Le SIGMAT a pour vocation de faciliter et sécuriser les échanges internationaux, améliorer l'efficacité et l'efficience des procédures de transites, simplifier et sécuriser les opérations de transit. Il permet un échange électronique de données de transit et la mise en place d'une base de données

Pour sa part, le directeur général des douanes au Bénin a salué l'avènement du SIGMAT pour les administrations douanières. Il pense que ce système devrait contribuer à renforcer la sécurisation du transit pour lutter contre les déversements frauduleux et assurer un bon regroupement des recettes douanières tout en assurant la production du statistique fiable sur les échanges entre les Etats membres de la sous-région Ouest Africaine.

« Cette étape novatrice dans l'intégration sous-régionale est intervenue à un moment où l'administration du Benin est vraiment pleinement dans un processus de modernisation de son système d'information », a fait savoir M. Hinkati.

Dans la pratique, SIGMAT per-

Suite à la page 5

77ÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU ET LE RÉQUISITOIRE DE ROBERT DUSSEY

Un sentiment de ras-le-bol

tique internationale bien loin des deux blocs antagonistes qui ont structuré le monde d'après-guerre du XXe siècle. Le monde s'est décentré pour devenir multipolaire. Pour paraphraser Blaise Pascal, le monde est devenu un tout dont le centre est à la fois partout et nulle part. Et l'Afrique ne peut et ne veut plus être les wagons d'une seule et même locomotive.

Beaucoup de pays africains ne se sentent plus aujourd'hui trop liés – au sens d'embrigadement – par l'histoire coloniale et se montrent très enthousiastes à travailler avec de nouveaux partenaires. L'ensemble de ces changements liés à l'histoire elle-même

dont l'essence est d'être "perpétuel devenir", mais aussi à la volonté manifeste de changement de paradigme sur la scène de la coopération en Afrique devrait amener certaines puissances à un changement de logiciel si elles veulent continuer de travailler avec les Africains. Il y a un défi de changement de mentalité et de comportement chez nos partenaires qui viennent cha-

cun, sans exception, en Afrique, avec des agendas avant tout dictés par leurs propres intérêts.

L'Afrique attend à plus d'égalité, de respect, d'équité et de justice dans ses relations et partenariats avec le reste du monde, avec les grandes puissances quelles qu'elles soient. Aujourd'hui les Africains veulent être de vrais partenaires du reste du monde. Dans le

concert des nations, il faut que l'Afrique soit écoutée pour que le dialogue ait un sens. Le déficit d'écoute pervertit le sens du dialogue qui se transforme en une juxtaposition de monologues et de raisons partiales, parfois sous le couvert un pseudo-multilatéralisme dont le danger réside dans la distorsion de la relation.

B. Mondoukpé

Déclaration de son excellence professeur Robert Dussey, ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur lors de la 77ème session de l'assemblée générale de l'organisation des nations unies

Monsieur le président de la 77ème session de l'assemblée générale des nations unies,
Mesdames et messieurs les chefs d'Etat, de gouvernement et de délégations,
Monsieur le secrétaire général des nations unies,
Mesdames et Messieurs,

Après des formats inédits de notre Assemblée Générale, suite aux contraintes liées à la pandémie au coronavirus, nous voici encore réunis sous le même toit pour débattre sereinement des problèmes qui bouleversent la vie de notre monde. L'objectif est de remettre en selle notre organisation commune sur ses valeurs et principes fondamentaux mis à rudes épreuves par des rivalités géopolitiques, les tentations de domination, des replis nationaux et des conflits.

Je voudrais donc me féliciter du thème choisi pour orienter le débat général de cette session : « Un moment décisif : des solutions transformatrices pour des défis imbriqués ».

Mais, avant de poursuivre mes propos, permettez-moi de vous adresser, monsieur le président, mes chaleureuses félicitations pour votre élection à la présidence de notre 77ème assemblée générale ainsi que nos vœux de succès. Je puis vous assurer du soutien de ma délégation.

Je veux également saluer l'action de votre prédécesseur pour le travail accompli dans un contexte assez difficile.

Je tiens à rendre aussi au nom du président de la République togolaise, son excellence monsieur Faure Essozimna Gnassingbé un vibrant hommage au secrétaire général, Antonio Guterres pour ses différentes initiatives pour rendre davantage efficiente notre organisation.

Monsieur le président, mesdames et messieurs,

Nous sommes soulagés aujourd'hui par des signes encourageants qui se dessinent après plusieurs mois de Covid-19 qui a bouleversé nos vies et fait subir à nos Etats des effets socio-économiques dévastateurs sans précédent.

Je voudrais à cet instant, avoir une pensée émue pour les victimes de la pandémie à travers le monde. Les décès causés par la Covid-19 ne doivent pas faire oublier les milliers d'autres victimes de la barbarie humaine, d'actes terroristes, de la pauvreté, des effets des changements climatiques, des drames des phénomènes migratoires ou tout simplement des citoyens anonymes qui ont payé de leur vie pour leurs idées et leurs opinions. Que dire, de nos casques bleus qui, dans l'exercice de leur mission de maintien de la paix, ont sacrifié leur vie. Je voudrais saluer ici leur bravoure et leur abnégation.

Monsieur le président, mesdames et messieurs,

Durant ses 77 ans années d'existence, l'ONU a

œuvré sans relâche pour la prévention des conflits et le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Aujourd'hui, la menace qui pèse sur la paix s'est métamorphosée. Aux conflits interétatiques d'antan, ont succédé de nouvelles formes de violence impliquant des acteurs difficilement saisissables.

L'Afrique, entre-temps épargnée, est devenue le sanctuaire de groupes terroristes. La menace terroriste, longtemps confinée dans les pays du Sahel, s'étend vers les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest.

C'est pourquoi le président de la République togolaise, son excellence monsieur Faure Essozimna Gnassingbé ne cesse de s'investir personnellement pour la paix et la stabilité en Afrique de l'Ouest et particulièrement dans le Sahel. Cette détermination a permis aujourd'hui au président de la République en tant que médiateur dans la crise entre la Côte d'Ivoire et le Mali d'obtenir la libération de 3 soldats ivoiriens sur les 46 restants. Je voudrais inviter toutes les parties à la retenue et à la patience afin de laisser aboutir la médiation.

Les récentes attaques terroristes ayant causé des victimes et occasionné des dégâts matériels importants dans le nord du Togo, témoignent des moyens de plus en plus sophistiqués qu'utilisent les djihadistes. Cette situation inquiète au plus haut point ma délégation. C'est pourquoi, elle se félicite de l'adoption consensuelle, le 29 juillet 2022, du rapport d'étape annuel du Groupe de Travail sur l'utilisation numérique dans le contexte de la sécurité internationale. Le Togo reste fermement déterminé à combattre et à bouter hors de ses frontières ces criminels. Sur ce plan, nous ne fléchirons jamais.

En vue d'apporter sa contribution à cet objectif impérieux, le Togo a abrité les 23 et 24 mars 2022, le premier Sommet panafricain sur la cybersécurité tenu à Lomé. La déclaration de Lomé issue de ce sommet est un engagement en faveur de la lutte contre les cybermenaces.

A cet égard, mon pays se félicite des travaux en cours au Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et de la communication à des fins criminelles et encourage toutes les parties prenantes à s'investir dans l'élaboration d'un tel instrument juridique.

Au-delà de la riposte militaire, nous avons pleinement conscience que la lutte contre le terrorisme se joue également sur le degré de confiance entre l'armée et les populations et également entre ces dernières et le gouvernement. C'est pourquoi nous veillons quotidiennement à combattre les causes de l'expansion de l'extrémisme violent qui nourrit le terrorisme. Aussi le Togo a-t-il pris des mesures innovantes et multisecto-

rielles contenues dans son document de stratégie de lutte contre l'extrémisme violent, adopté le 1er juillet 2022.

A cet effet, un programme d'urgence pour la région des savanes d'une enveloppe de neuf millions cent quatre mille sept cent quatre dollars (9 104 704 \$) a été élaboré pour la réalisation de divers projets à l'horizon 2025, dans les secteurs de l'eau et de l'énergie, de la santé, des infrastructures, de l'éducation et de l'agriculture.

Nous sommes dans une nouvelle étape de cette guerre asymétrique contre cette nébuleuse terroriste. La détérioration de la situation sécuritaire doit nous préoccuper tous, au premier chef les nations unies. A cette fin, il importe de mener à bien la revitalisation de notre organisation et tout mettre en œuvre pour réformer son Conseil de Sécurité.

Je profite de cette tribune pour saluer le programme de protection des cibles vulnérables au terrorisme dont bénéficie mon pays le Togo en tant que pays pilote. Ce programme des Nations Unies visant à renforcer les capacités des Etats membres et à leur fournir un appui logistique pour la protection des cibles vulnérables face aux attaques terroristes, s'est révélé être d'une grande importance pour nos pays.

Monsieur le président, mesdames et messieurs,

L'autre défi majeur qui se présente à l'humanité est celui du changement climatique. Tous les rapports d'experts sur cette question sont inquiétants. Ce phénomène est d'autant plus préoccupant qu'il touche indistinctement tous les pays du monde, et malheureusement les pays moins pollueurs.

Le Togo a adopté une politique robuste pour la restauration du couvert végétal avec un ambitieux programme pour la transition verte.

En effet, le gouvernement togolais s'est résolument engagé à assurer une gestion durable des ressources naturelles et une résilience face aux effets des changements climatiques. Ainsi, pour une gestion et une protection durables, le gouvernement togolais a axé ses priorités, entre autres, sur l'amélioration des écosystèmes marins et côtiers, la réglementation de la pêche et la promotion de l'économie bleue.

Enfin, dans le cadre de la préservation et de la restauration des écosystèmes et la lutte contre la désertification, le Togo a lancé un important programme national de reboisement d'un milliard d'arbres à l'horizon 2030, interdit l'importation, la commercialisation et l'utilisation du glyphosate et de tous produits le

Suite à la page 6

Déclaration de son excellence professeur Robert Dussey, ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur lors de la 77ème session de l'assemblée générale de l'organisation des nations unies

Suite de la page 5

contenant ainsi que la promotion de l'utilisation des biopesticides et biofertilisants dans le pays.

Nous espérons vivement que la prochaine COP 27, qui se tiendra du 7 au 18 novembre 2022 à Sharm-El Cheik en Égypte, contribuera à remettre véritablement au centre des priorités internationales la préservation de l'environnement en incitant les parties prenantes à honorer les promesses de financements nécessaires

une feuille de route gouvernementale à l'horizon 2025 dont la vision est de faire du Togo une nation moderne avec une croissance inclusive et durable.

Cette feuille de route comporte 3 principaux axes à savoir, renforcer l'inclusion et l'harmonie sociale et garantir la paix, dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie et moderniser le pays en renforçant ses structures.

Les réformes du climat des affaires ont permis au Togo d'accroître de façon substantielle les investisse-

vernement a intégré le principe de ne laisser personne de côté dans les politiques publiques.

C'est ainsi que d'autres initiatives novatrices ont permis d'accélérer le processus d'inclusion de toutes les catégories sociales à l'instar de l'adoption de la loi instituant

l'assurance maladie universelle et la plateforme numérique Wézou mise en place depuis 2021 pour prendre en charge les femmes enceintes et les nouveaux nés en vue de réduire la mortalité maternelle et néonatale.

Le renforcement de la protection de la femme contre les discriminations et les violences basées sur le genre et l'atténuation des pesanteurs socioculturelles ont amélioré considérablement les capacités contributives de la population féminine au développement du pays.

Le Togo s'est doté d'un mécanisme d'inclusion financière des couches les plus vulnérables de la population à travers les transferts monétaires. Il a été mis en place un projet de développement des filets sociaux et des services de base ainsi que le projet d'appui aux populations vulnérables (PAPV). En outre, un mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage des risques (MIFA) et un projet de structuration d'amélioration de la formation agricole rurale et insertion (SAFARI) ont été mis sur pied.

Monsieur le président, mesdames et messieurs, Pour terminer mon propos, je voudrais inviter chacun à s'interroger sur les fondements du multilatéralisme et les finalités poursuivies par les pères fondateurs en imaginant ce système de gouvernance mondiale.

A l'occasion de la 75ème session de notre assemblée générale, nous avons largement débattu de l'ONU que nous voulons et réaffirmé notre attachement au multilatéralisme. L'importante déclaration adoptée lors de la commémoration du 75ème anniversaire des Nations Unies reflète à suffisance la nouvelle ambition multilatérale à laquelle nous avons souscrit et qui se veut plus juste et équitable, stable, moteur d'un développement et d'une croissance mondiale soutenue.

Aujourd'hui, nous sommes invités à des actions concrètes pour répondre aux nombreux défis qui fragilisent notre monde, entre autres, la pandémie à coronavirus, le terrorisme et les autres défis sécuritaires, ainsi que les questions liées aux changements climatiques.

Nous foulons bien trop souvent aux pieds nos engagements multilatéraux. Nous leur avons parfois enlevé toute leur essence, leur force et leur racine. Sinon comment comprendre que le Conseil de sécurité demeure encore aussi exclusif ? Pourquoi ne pas travailler de bonne foi à la réforme de cet organe important du système sécuritaire international en le rendant plus représentatif des réalités actuelles du monde ?

Mesdames et messieurs, « L'Afrique ne veut plus s'aligner sur les grandes puissances quelles qu'elles soient ».

Le rôle assigné à l'Afrique en ce 21ème siècle est évocateur de l'image qu'ont encore certaines puissances de notre continent : leur zone d'influence. L'Afrique n'a pratiquement aucun impact sur l'ordre mondial actuel alors qu'elle subit très drastiquement les conséquences des perturbations de la société internationale. Elle ne revêt un intérêt aux yeux de certaines



pour faire face au réchauffement climatique.

Dans le domaine des énergies renouvelables, le Togo a noué des partenariats stratégiques pour la fourniture des services fiables modernes et à moindre coût en milieu rural. Ainsi, le fonds d'accès à l'électricité pour tous dénommé « fonds Tinga », le projet Cizo de fourniture des kits d'énergie solaire aux populations rurales et vulnérables, les centrales photovoltaïques, les mini centrales solaires et des lampadaires solaires ont été installés sur l'ensemble du territoire national, contribuant à la vulgarisation de l'énergie renouvelable au Togo.

Monsieur le président, mesdames et messieurs, Sur le plan économique et social, le Togo a adopté

ments directs étrangers (IDE) dans le pays. De même, le renforcement de la coopération au développement a contribué à la mobilisation accrue des ressources extérieures compte tenu de la nouvelle dynamique insufflée par l'adoption de la feuille de route gouvernementale et son appropriation par les acteurs de développement, la création de nouveaux partenariats et la dynamisation des partenariats existants. Le grand défi pour le Togo est de mettre en place et de renforcer son socle national de protection sociale. L'amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base et le renforcement des mécanismes d'inclusion restent également des fondamentaux pour la réduction de la pauvreté. Pour y parvenir, le gou-

	Directeur de Publication: EGNANG K. Uriel
	Rédaction: Uriel Egnang Blandine Modoukpè
Réception N° 05 85 / 02 / 11 / 17 / HAAC Siège: Kégué: à 300 m côté Nord du Stade Tel: 90 83 08 78 - 99 92 89 44 e-mail: infoomega385@gmail.com / 22 B.P 245 Lomé-Togo	Tirage: 500 exemplaires Mise en page: Benjamin K. Tchabi (90 36 97 96)
	Imprimerie: Direct Print

Suite à la page 7

Déclaration de son excellence professeur Robert Dussey, ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur lors de la 77ème session de l'assemblée générale de l'organisation des nations unies

Suite de la page 6

puissances que lorsqu'elles se retrouvent en difficulté. Il faut se préoccuper de la place que l'Afrique occupe sur la scène du monde. Aujourd'hui, l'Afrique n'occupe pas la place qu'elle devrait tenir sur la scène internationale.

Pour de nombreuses puissances, le continent africain n'a pas de rôle à jouer en tant qu'acteur "majeur" au sens kantien du terme sur la scène internationale. Elles pensent habiter le même monde alors que le monde a profondément changé. Quand les Nations Unies ont été créées en 1945, hormis le Libéria et l'Ethiopie, les pays d'Afrique n'étaient pas encore indépendants. Après 77 ans, c'est le même système international qui perdure du fait de la volonté des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité à savoir la Chine, les Etats-Unis, la Russie, la France et le Royaume Uni.

Bien que le projet d'intégration africaine soit toujours en chantier, un consensus s'était depuis dégagé entre les Etats africains au niveau de l'Union africaine rappelé lors de cette 77ème session par le président Maky Sall, président du Sénégal et président de l'Union Africaine sur la nécessité pour le continent d'obtenir deux places de représentants permanents au sein du Conseil de sécurité, en plus des deux places de membres non permanents réservées aux Etats africains. Malgré ce consensus général des quasi 54 Etats membres, les réticences de certains membres du "P5" à voir l'Afrique occupée cette place ne font aucun doute. La voix de l'Afrique ne semble malheureusement pas être entendue, car certains ne

sous pression par certains de ses pays partenaires. Ces états d'esprits et agissements qui relèvent d'une autre époque s'expriment dans un contexte historique où l'Afrique a pris conscience de sa responsabilité propre et parle de plus en plus d'une seule et même voix. Les fractures de l'époque coloniale entre une Afrique dite francophone, lusophone, arabophone et anglophone se sont amenuisées, tout comme les idéologies post-guerre froides qui ont dominé toute la deuxième partie du XXe siècle. Aujourd'hui l'Afrique veut être elle-même, elle est "Africanophone" si vous le permettez.

L'Afrique actuelle n'est plus celle des années 1945, encore moins des années 1960. Nous avons aujourd'hui en Afrique une multitude de nouveaux partenaires qui font partie intégrante de la nouvelle géopolitique internationale bien loin des deux blocs antagonistes qui ont structuré le monde d'après-guerre du XXe siècle. Le monde s'est décentré pour devenir multipolaire. Pour paraphraser Blaise Pascal, le monde est devenu un tout dont le centre est à la fois partout et nulle part. Et l'Afrique ne peut et ne veut plus être les wagons d'une seule et même locomotive. Beaucoup de pays africains ne se sentent plus aujourd'hui trop liés – au sens d'embrigadement – par l'histoire coloniale et se montrent très enthousiastes à travailler avec de nouveaux partenaires. L'ensemble de ces changements liés à l'histoire elle-même dont l'essence est d'être "perpétuel devenir", mais aussi à la volonté manifeste de changement de paradigme sur la scène de la coopération en Afrique devrait amener certaines puissances à un changement de logiciel si elles veulent continuer de travailler avec les Africains.



dont le danger réside dans la distorsion de la relation. Or, dans le monde qui est le nôtre, ce n'est qu'en mettant ensemble nos intelligences que nous pouvons nous mettre d'accord sur les objectifs à réaliser ensemble. Bien que les problématiques essentielles de notre temps demeurent les mêmes, l'appréhension des mêmes problématiques diverge selon qu'on parle du Nord ou du Sud. Sur les grandes problématiques internationales, écouter les voix africaines ne peut pas être une simple variable d'ajustement. L'Afrique n'a pas certes les mêmes mégaphones comme les grandes puissances du monde, mais la voix de l'Afrique compte et doit compter si l'on veut avoir l'Afrique comme partenaire sur les grands sujets internationaux.

Au demeurant, l'Afrique attend un vrai partenariat et nos alliés doivent faire un effort pour accepter l'esprit d'un tel partenariat. Nos alliés ne peuvent pas à chaque fois attendre un soutien inconditionnel du continent. L'Afrique veut coopérer avec ses alliés sur la base de ses intérêts bien compris. Pour ce faire, nos partenaires doivent se défaire des imaginaires qui sont en grande partie forgés aux XIXe et XXe siècles et qui sont en dissonance manifeste avec le XXIe siècle, siècle où les défis nationaux ou régionaux ont des implications globales et les défis mondiaux des déclinaisons et ramifications régionales, nationales, voire locales. Les répercussions et les perturbations économiques actuelles à l'échelle internationale, résultats directs du retour de la guerre en Europe, constituent une belle illustration.

Nous sommes tous exposés aux mêmes menaces et défis qui mettent en jeu notre survie, voire notre existence. Mais, j'ai l'intime conviction que nous pouvons construire un monde prospère, plus stable et plus sûr pour nos populations à travers un multilatéralisme relevé et efficient. A cette fin, seul un choix s'offre à nous, celui de remettre, sous l'égide de Nations Unies, force et détermination dans notre capacité collective de dialogue, de résilience et de solidarité, susceptible de nous permettre de rendre à nouveau notre planète habitable pour tous et de construire ensemble et durablement le monde que nous avons en partage.

Nous devrions lire plus souvent nos textes fondateurs, apprendre à respecter et considérer les plus petits, les plus faibles et les plus fragiles. OUI, un autre monde est possible ! Nous y sommes tous condamnés car en vérité et, là, je me permets de paraphraser le célèbre savant Albert Einstein au sujet de la guerre « Je ne sais pas comment sera la troisième guerre mondiale, mais je sais qu'il n'y aura plus beaucoup de monde pour voir la quatrième ».

Je vous remercie.



veulent tout simplement pas que l'Afrique soit un continent fort.

Les grandes puissances veulent réduire l'Afrique à une entité purement instrumentale au service de leurs causes et ne veulent visiblement pas que le continent puisse jouer un rôle important, voire un des rôles principaux dans le monde. Ils s'efforcent le plus souvent à amener les africains à adhérer à leur "narratif" et, in fine, les africains servent utilement à soutenir un camp contre un autre. Quand il s'agit de voter une résolution au Conseil de Sécurité, nous sommes activement sollicités d'un côté comme de l'autre.

L'Afrique est alors très courtisée, voire même mise

Il y a un défi de changement de mentalité et de comportement chez nos partenaires qui viennent chacun, sans exception, en Afrique, avec des agendas avant tout dictés par leurs propres intérêts.

L'Afrique attend à plus d'égalité, de respect, d'équité et de justice dans ses relations et partenariats avec le reste du monde, avec les grandes puissances quelles qu'elles soient. Aujourd'hui les Africains veulent être de vrais partenaires du reste du monde. Dans le concert des nations, il faut que l'Afrique soit écoutée pour que le dialogue ait un sens. Le déficit d'écoute pervertit le sens du dialogue qui se transforme en une juxtaposition de monologues et de raisons partiales, parfois sous le couvert un pseudo-multilatéralisme

Offrez-vous la Fibre Togocom

à seulement

10.000 FCFA

et profitez du meilleur de l'internet !

**SUPER
PROMO**



119/888

En agence / commercial itinérant

La Fibre

Offre soumise à conditions.
Frais d'accès fibre à 10.000 FCFA
au lieu de 25.000 FCFA.
Promo valable jusqu'au 30 septembre 2022

Avancer. Pour vous. Pour tous.

togocom.tg   



Togocom